

Mort de Kofi Annan, conscience morale planétaire

L'ancien secrétaire général de l'ONU est mort, samedi, à 80 ans. Rwanda, Bosnie, Irak... il a essuyé certaines des pires « tempêtes » de l'organisation. C'était à l'automne 2002. A l'ONU, la bataille faisait rage autour de l'Irak. L'administration américaine, à l'époque celle de George W. Bush, était déterminée à « désarmer Saddam Hussein ». Le gouvernement britannique de Tony Blair se préparait à s'aligner sur l'Allié américain. Les autres membres permanents du Conseil de sécurité, la France, la Russie, suivies de la Chine, refusaient toute idée d'intervention sans avoir la preuve formelle de l'existence des armes de destruction massive du dictateur irakien. L'affrontement diplomatique allait déboucher, en mars 2003, sur le premier grand schisme de la communauté internationale post-guerre froide : les Etats-Unis envahissaient un pays sans l'aval de l'ONU. Je venais de prendre mon poste de correspondante du *Monde* aux Nations unies, peu au fait des usages de la diplomatie multilatérale. Un après-midi, Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, m'avait fait appeler dans son bureau au 38^e étage pour une prise de contact. Il m'avait montré un objet en bois, un cadeau de la délégation russe. On y voyait un ours dans un équilibre périlleux, oscillant entre différents pôles marqués par des boules servant de contrepoids. Le message était clair : critiqué par les pacifistes et le monde arabe comme trop proche des Américains, Kofi Annan entendait illustrer la position extraordinairement inconfortable dans laquelle il se trouvait : opposé à une guerre – qu'il jugerait plus tard « illégale » –, il était tenu à une forme de neutralité, de par sa fonction de secrétaire général nommé par les membres permanents du Conseil, tous également garants de la charte de 1945.

Ainsi était Kofi Annan, le fils d'une famille aristocratique du Ghana, prix Nobel de la paix 2001, qui s'est éteint le 18 août à Berne (Suisse) à l'âge de 80 ans. Champion du multilatéralisme, devenu une sorte de conscience morale planétaire, il était torturé par les critiques contre l'« impuissance de l'ONU », voire son « obsolescence », portées par ceux qui ne voulaient surtout pas donner plus de moyens à l'organisation (...).

Il lui arriva quand même d'élever la voix. Un cri d'alarme au moment du Rwanda en 1994, de désespoir face aux massacres. « *Comme si nous étions devenus insensibles.* » Il était alors secrétaire

général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix. Non seulement les membres du Conseil de sécurité avaient retiré les casques bleus au début du génocide, mais il n'arrivait pas à les convaincre de réunir une force d'interposition pour arrêter les massacres. Après le génocide, il avait engagé une réflexion sur le « *devoir de protéger* » incombant à l'organisation. « *En cette fin de XX^e siècle, une chose est claire, déclara-t-il. Une ONU qui ne se dresse pas pour défendre les droits de l'homme est une ONU incapable de se défendre elle-même.* »

« Il y a des moments où le recours à la force peut être légitime pour poursuivre la paix »

L'institution avait failli, au Rwanda. Elle faillit de nouveau, à Srebrenica, en Bosnie, un an plus tard. Le maintien de la paix était à bout de souffle, mais l'idée de devoir d'ingérence s'imposa. « *Il est tragique que la diplomatie ait échoué, déclara-t-il après les premiers bombardements de l'OTAN en Yougoslavie. Mais il y a des moments où le recours à la force peut être légitime pour poursuivre la paix.* »

Et, ajoutait-il quelques semaines plus tard, « *nous ne pouvons pas accepter que des gens soient brutalisés derrière les limites nationales* ». Sous son impulsion, le nombre de théâtres d'intervention des casques bleus ne cessa d'augmenter. Leur nombre passa de 20 000 en 1997 à 90 000 en 2006. Kofi fit approuver la doctrine de « *responsabilité de protéger* » par l'Assemblée générale de l'ONU.

Dix ans plus tard, après la fracture sur l'Irak, il lança ce qui devait être une réforme en profondeur de l'ONU. A l'occasion du soixantième anniversaire des Nations unies, il réunit plus de 170 chefs d'Etat et de gouvernement, qui réaffirmèrent haut et fort leur soutien à l'architecture de sécurité collective dessinée en 1945. Mais quand il quitta ses fonctions, en 2006, les Nations unies n'avaient pas été véritablement réformées. L'organisation continuait à refléter le monde d'avant, faute d'accord sur l'élargissement du Conseil de sécurité aux puissances émergentes. Le grand marchandage qu'il préconisait entre riches et pauvres – sécurité pour les premiers, développement pour les seconds – achoppait sur les égoïsmes. Quelques années plus tard, le martyr de la Syrie montrerait l'effondrement du principe de *responsability to protect*.

Corinne Lesnes *Le Monde*, 19 août 2018



L'hommage du dessinateur Plantu à Kofi Annan (*Le Monde*, 19 août 2018)

1. De quelle nationalité était Kofi Annan ? Qu'est-ce qu'un secrétaire général de l'ONU ?
2. Quel est le message véhiculé par l'hommage du dessinateur Plantu ?
3. A l'aide de l'article, de la vidéo et de vos recherches, complétez les cases correspondantes :
 - retracez les grandes dates de sa carrière à l'ONU
 - Évoquez deux événements qui l'ont particulièrement marqué en 1994 et 1995 illustrant l'impuissance de l'ONU.
 - Quelles étaient ses grandes ambitions quand il a occupé le poste de Secrétaire Général de l'ONU ?
 - Quels revers a-t-il connu au cours de son mandat ?
 - Pourquoi était-il tant attaché au multilatéralisme ? Qu'en est-il aujourd'hui ?



Les grandes étapes de sa carrière à l'ONU :

La fonction de Secrétaire général de l'ONU :

Deux événements qu'il a ressentis durement quand il était secrétaire général adjoint de l'ONU en 1994 et 1995.

Ses ambitions pour l'ONU quand il devient Secrétaire Général à partir de 1997.

Les revers essayés au cours de son mandat :

Son attachement au multilatéralisme

Pour conclure, comment l'article du Monde qualifie Kofi Annan ? Qu'a-t-il finalement incarné ?

